

Le Service national universel : c'est toujours non !

Le Collectif national contre le Service national universel a tenu une réunion le 10 juin. C'est l'occasion pour les organisations et collectifs locaux qui le composent de réaffirmer leur refus de ce projet gouvernemental. Plus que jamais, la plateforme unitaire que nous avons adopté il y a deux ans est d'actualité.

Les ministres réquisitionnés pour aller chercher les volontaires

Inquiet de ne pas avoir ses 25 000 volontaires pour cette année 2021, le gouvernement n'a pas lésiné sur les moyens : un nombre considérable de ministres a été mis à contribution pour aller chercher ces jeunes volontaires, à grand renfort de réunions organisées dans les départements. L'objectif gouvernemental est tout juste atteint. Les gros efforts de persuasion qui ont été nécessaires montrent à quel point le caractère obligatoire du projet pourrait bien être source de difficulté pour le gouvernement. Il est un motif de refus de notre part !

Le gouvernement refuse de discuter du SNU

La fédération nationale de la Libre pensée, membre du collectif Non au SNU, avait demandé à être reçue par la secrétaire d'Etat en charge de celui-ci. Une importante liste de questions lui avait été soumise afin de préparer au mieux de la rencontre. Madame El Hairy a décidé de ne pas donner suite à cette demande !

Confier les jeunes à l'armée, c'est dangereux

On nous présente le SNU comme un moyen « d'éduquer » les jeunes mineur-es qui y seraient astreint-es, de leur expliquer « la république » ... Nous ne sommes pas dupes des vraies intentions. Mais l'actualité rappelle aussi à quel point il serait dangereux de confier chaque année ces jeunes mineur-es à l'institution dont nombre de responsables de haut rang viennent encore de s'illustrer à travers un appel à l'épuration ethnique du pays et à consolider « l'ordre social » par un recours à l'armée.

Agissons contre le SNU !

Les organisations membres du collectif poursuivent le travail d'information sur la réalité du SNU. Les collectifs locaux agissent dans les départements, pour sensibiliser les jeunes, les parents, les enseignantes et enseignants, les éducatrices et éducateurs, etc. C'est ainsi que sous l'impulsion du collectif unitaire de Meurthe-et-Moselle, les syndicats départementaux FSU, CGT Education et SUD Education ont adressé une information spécifique à 40 000 travailleuses et travailleurs de l'Education nationale en Lorraine ; c'est un exemple parmi d'autres.



Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans, c'est

Une opération de soumission de la jeunesse : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses : les jeunes du SNU seront utilisé/es pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé/es qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité/es, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragé.es à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Des dépenses considérables : 6 milliards €/an, selon un rapport sénatorial de 2017. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires !

Le renforcement de la militarisation. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

**Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent.
Mais c'est déjà le cas !**

**Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.
Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !**

Comment peut-on parler d'apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée (qui, par ailleurs, n'était pas demandeuse) ?

Non au SNU ! Abrogation du SNU !

Campagne unitaire contre le SNU : Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, ASSO-Solidaires, Solidaires Lycéen-nes région parisienne, Fédération Solidaires Étudiant-e-s, Fédération SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Solidaires Jeunesse et Sports, Fédération SUD Collectivités territoriales, Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, CNT Santé, Éducation, Social et Territoriale de Lorraine, Fédération éducation/recherche de la CNT-SO, Émancipation tendance intersyndicale, Les Jeunesses Syndicalistes, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre, Réseau des Centres de Recherche, d'Étude et de Formation à l'Animation et au Développement, Mouvement de la paix, ATTAC-France, Stop Fuelling War, Abolition des Armes Nucléaires – Maison de Vigilance, Mouvement de l'Objection de Conscience Nancy, GRATLIB, Queer Education, Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L'insurgé, Les Jeunes écologistes, Union des Jeunes Révolutionnaires, Union Proletarienne ML, Unité Communiste de Lyon, Groupe libertaire Jules Durand, Mouvement Résilience, Radio-Libertaire, Revue Silence, Arc en ciel théâtre réseau coopératif. *Collectifs locaux unitaires Non au SNU Loire-Atlantique, Lyon, Bordeaux, Angoulême, Nancy, Chambéry, Hérault...*

Pour rejoindre le collectif : nonsnu@lists.riseup.net